

Le 11 juillet dernier, des milliers de Cubains et Cubaines manifestaient dans plusieurs villes de l'île, affichant leur ras-le-bol face à la crise économique, les pénuries et l'impact de la pandémie dans un quotidien déjà très difficile, tandis que d'autres marchaient en criant « liberté ! ». L'ampleur des mobilisations a surpris les autorités cubaines, et, après une mobilisation pacifique, il y a eu de nombreuses échauffourées ainsi que des affrontements avec la police, aboutissant à des centaines d'arrestations (y compris de militant.e.s se réclamant publiquement du communisme[1]). Plusieurs témoignages croisés rapportent l'intervention de policiers en civil ou en uniforme, armés de bâtons, et par la suite des coups et de mauvais traitements contre certains manifestant.e.s ou de simples observateurs au sein de centres de détention (un des témoins et victime de ces abus est le jeune militant Leonardo Romero Negrín[2]).

Le président Miguel Díaz-Canel a immédiatement réagi sur ton martial, appelant les révolutionnaires au « combat » et à « reprendre la rue », tout en reconnaissant l'ampleur de la crise économique et une grande « confusion » chez certain.e.s Cubain.e.s y compris parmi les soutiens du gouvernement. L'accès à Internet a aussi été coupé durant plusieurs heures par l'exécutif. Díaz-Canel a également accusé Washington d'être à la manoeuvre dans ces événements, tout en dénonçant à quel point le blocus qui asphyxie l'île depuis 1962 explique l'ampleur des difficultés actuelles. Une crise d'ailleurs démultipliée par la pandémie et l'effondrement du tourisme mondial, première ressource du pays.

Le 13 juillet, le ministre des Affaires étrangères cubain, Bruno Rodriguez déclarait, en conférence de presse : « *Il n'y a pas eu une explosion sociale à Cuba. Il n'y en a pas eu en raison de la volonté de notre peuple et du soutien de notre peuple à la Révolution et à son gouvernement* ». Dans le même temps, la plupart des médias dominants internationaux ont sauté sur l'occasion pour dénoncer le castrisme avec un unanimité sans faille. On pourra noter au passage qu'ils étaient bien moins mobilisés pour s'insurger contre le terrorisme d'État qui s'abat sur la Colombie et son mouvement populaire depuis avril dernier, faisant des dizaines de mort.e.s et de disparu.e.s...

Depuis Miami, de nombreuses voix de l'exil cubain et de ses relais politiques – dont celle du maire de la ville, Francis Xavier Suarez, ultraconservateur – revendiquent désormais haut et fort une intervention « humanitaire » (et militaire) guidée par les Etats-Unis pour en finir avec la révolution cubaine, tandis que le hashtag « SosCuba » est intensément diffusé par ces mêmes secteurs sur les réseaux sociaux afin d'en appeler à l'insurrection.

Il est certain que l'embargo illégal et criminel que subit cette petite île des Caraïbes de la part de la première puissance militaro-industrielle de la planète est un élément clef des maux dont souffre la population cubaine, et ce alors que les sanctions viennent d'être réitérées par l'administration Biden. Une atteinte au droit international (ainsi que le souligne régulièrement l'ONU) et à la souveraineté dénoncées – à juste titre – par toutes les gauches anti-impérialistes de par le monde. Néanmoins, réduire les mobilisations du 11 juillet (qui rappellent sous plusieurs points celles du « Maleconazo » en 1994) à l'action de « mercenaires contrerévolutionnaires » (réellement existants) ou à des « actes de vandalisme », serait hautement problématique politiquement pour les anticapitalistes et les internationalistes[3].

C'est surtout s'empêcher de comprendre ce qui est véritablement à l'œuvre dans l'île et quelles sont les demandes non seulement socio-économiques, mais aussi de dialogue ouvert, d'autonomie de la société civile, de pluralisme réel, de réformes démocratiques et antibureaucratiques qui parcourent le pays, et en particulier les nouvelles générations, dans ce système politique de parti unique issu de la guerre froide et en place depuis des

décennies. La nouvelle constitution, adoptée en février 2019, n'a pas répondu à ces attentes, dans un contexte où n'existe plus de « leadership charismatique » tirant sa légitimité de la révolution de 1959, à commencer par celui de Fidel Castro (décédé en 2016).

Afin d'éclairer les lecteurs francophones de *Contretemps* et d'alimenter la réflexion collective, nous proposons ici quatre textes écrits, à chaud, qui permettent de penser Cuba dans sa complexité et au-delà des approches binaires, et ce à partir d'éclairages mais aussi d'orientations différentes.

Tout d'abord, une [déclaration du comité éditorial du site web de *Comunistas*](#) qui revient sur les manifestations du 11 juillet que ses membres ont pu observer « en direct », certains ayant même été arrêtés par les autorités durant ces mobilisations. Il est notamment constaté que les « mots d'ordre socialistes étaient absents des manifestations », que les slogans étaient très composites, dénonçant aussi bien la situation économique que réclamant des libertés civiles, et reprenant parfois certains mots d'ordre emblématiques de Miami (comme « Patrie et Vie »). L'article constate que la majorité des manifestant.e.s, très largement issus des classes populaires, n'était pas liée à de tels groupes contre-révolutionnaires et qu'elles paraissaient surtout motivées par les pénuries tragiques du quotidien, sur fond d'accroissement des inégalités. Le texte affirme néanmoins que « la majorité de la population continue à soutenir le gouvernement », un pouvoir à la légitimité pourtant « considérablement affaiblie ».

[Le texte de la philosophe et sociologue cubaine Alina Bárbara López Hernández](#), publié par le site *La Joven Cuba*, nous raconte ce qu'elle considère comme une véritable « explosion sociale », ses conditions objectives et subjectives, mais aussi l'incapacité du pouvoir en place à les comprendre et à y répondre. Sa réflexion fait écho à [celles du grand écrivain Leonardo Padura](#). L'auteur de *L'homme qui aimait les chiens* revendique son droit de penser et d'exprimer son opinion critique sur le pays où il vit, travaille et crée. Il voit dans les derniers événements un « cri de désespoir » du peuple et aussi « un signe alarmant des distances qui se sont élargies entre les sphères politiques dirigeantes et la rue ».

Enfin, l'article du militant marxiste brésilien [Valério Arcary](#), membre du PSOL, réaffirme quant à lui sa « [défense de Cuba](#) » et de sa révolution face aux velléités des États-Unis. Arcary, dans le journal *Esquerda Online*, met ainsi prioritairement l'accent sur la dénonciation des ingérences impérialistes, quoique sans « défendre de manière acritique les positions et les actions du gouvernement du Parti communiste ».

Franck Gaudichaud

Explosion sociale à Cuba : les signaux ignorés

Il est douloureux de voir l'explosion sociale à Cuba, néanmoins cela n'est pas étonnant. Les sciences sociales ne sont pas exactes, mais elles ne sont pas aveugles. Si les dirigeants ferment les yeux face à la réalité, les femmes et les hommes de science ne doivent pas faire de même. Notre crédibilité est en jeu et, ce qui est le plus important, la vie de nombreuses personnes et le futur de la patrie.

Les signaux

Lors d'un entretien

pour *OnCuba* (<https://oncubanews.com/opinion/columnas/de-otro-costal/cuba-un-nuevo-momento-historico/>), il y a un peu plus d'un an, Alex Fleites me demanda si je crois qu'un nouveau moment historique couvait dans l'île et quels seraient ses signaux les plus visibles. Voici quelle fut ma réponse :

« Oui, je le crois. Une crise n'est pas vécue comme telle tant que les acteurs sociaux ne tiennent pas compte d'elle, là le facteur subjectif est déterminant. C'est une espèce de *mal-être* de l'époque, pour le dire d'une manière que certains critiques nommeraient *métaphorique*. Elle est quasiment toujours liée à l'épuisement d'un modèle, attention je ne dis pas d'un système. (...) Pour que survienne ce moment de *mal-être*, il existe, à mon avis, deux conditions. D'une part, l'incapacité de nos gouvernants à diriger avec succès un chemin de réformes. Il y a déjà plus de trois décennies que le camp socialiste s'est effondré et que deux périodes de réformes ont été tentées, la première dans les années 1990 et la seconde à partir de 2010 : cette dernière s'est faite y compris de manière informelle et avec une grande quantité de documentation confirmée. D'autre part, il existe la capacité citoyenne de porter un jugement public sur cette incapacité, c'est quelque chose de nouveau. La rupture d'un canal d'information unidirectionnel permet de voir les signaux d'alarme. Et les dirigeants le savent bien, mais ils ont été incapables d'y répondre de manière adéquate. Mon opinion, c'est que nous sommes en présence de l'épuisement définitif d'un modèle économique et politique, celui du socialisme bureaucratique. Les dirigeants ne réussissent pas à faire progresser la nation avec les vieilles méthodes, mais ils ne sont pas capables d'accepter des formes plus participatives, avec un plus grand poids des citoyen-ne-s dans la prise de décisions ».

Douze mois plus tard, j'ai publié sur le site *La Joven Cuba* (LJC) l'article : « Cuba, les arbres et la forêt » (<https://jovencuba.com/cuba-arboles-bosque/>), où j'affirmais :

« A Cuba, depuis longtemps, les conditions sont mûres pour une transformation. Il est indéniable que la nation a cessé d'avancer : l'économie ne croît pas depuis des années, la dette extérieure augmente constamment, tout comme les niveaux de pauvreté et, malgré cela, les réformes ont été retardées de manière inexplicable. Il est évident que *ceux d'en haut* ne peuvent pas continuer à administrer et à gouverner comme avant. Mais que se passe-t-il avec *ceux d'en bas* ? Sans la maturation du facteur subjectif, cette transformation n'était pas possible. On avait besoin de la volonté des personnes de vouloir changer, d'une énergie civique qui avait été écrasée par des conditionnements politiques, éducatifs et médiatiques. Le « manque de défense appris » existe aussi dans un modèle socialiste où le système contrôle dans une certaine mesure la manière dont ses citoyens se comportent. Le facteur subjectif manquant, les conditions objectives ne détermineraient rien elles seules. Néanmoins, il existe actuellement des signaux très clairs de leur existence. De tels signaux n'ont pas

été entendus par l'appel idéologique qui se trompe en réduisant les manifestations de mécontentement à un « coup d'Etat mou », à « une manipulation généralisée » ou à la « création de matrices d'opinion négatives sur le gouvernement », sans nier clairement que cela arrive aussi.

La direction du pays n'arrive pas à se placer dans :

- le nouvel environnement créé par l'accès massif à Internet et aux réseaux sociaux, qui a privé les dirigeants du monopole absolu de l'information qu'ils ont eu pendant des décennies, qui a démocratisé la diffusion de l'information et généré la possibilité de campagnes et de dénonciations contre des mesures arbitraires ;
- un état de polémique permanente, visible sur les réseaux sociaux et fomenté par la direction du pays elle-même en raison de la consultation populaire pour la rédaction de la nouvelle Constitution ; peut-être les dirigeants ont-ils pensé qu'une fois cette consultation terminée et n'ayant plus besoin de nos points de vue nous cesserions de les leur présenter, ce qui est ingénu de leur part. Maintenant, nous n'avons pas besoin de leurs convocations ;
- la déclaration de Cuba comme Etat socialiste de droit, qui a mieux rendu visible les prérogatives des Cubaines et des Cubains et les a obligé à exiger les libertés garanties par la Constitution ;
- l'existence de jeunes générations, *en soi* contestataires, ce qui a eu des répercussions sur des générations plus âgées, fatiguées des promesses non accomplies et des réformes retardées ou interrompues.

Cette coexistence de conditions objectives et subjectives pour une transformation sociale est totalement nouvelle dans le devenir du modèle socialiste cubain. La question en jeu maintenant n'est pas *si* il faut changer, mais *comment* le faire (...). Au point où se trouve Cuba aujourd'hui, les chemins d'un changement social peuvent être deux : pacifique ou violent. Le premier d'entre eux, auquel je souscris totalement, signifierait de profiter des espaces légaux - il faudrait commencer par créer d'abord beaucoup d'entre eux - pour faire pression en faveur de changements économiques, politiques et juridiques dans le cadre d'un dialogue national, sans discrimination pour motif de croyances politiques (...). J'alerte sur le fait qu'il s'agit d'un moment très grave dans ce pays. Il existe un potentiel conflictuel, dans un scénario très mal analysé, non seulement par le gouvernement, mais aussi malheureusement par des intellectuels et des scientifiques sociaux que leur formation théorique et leur habileté à interpréter les faits sociaux devraient séparer d'une déclaration purement idéologique (...) »

Ce sont *nos filles* et *nos fils*, dialoguons avec eux et avec la société civile cubaine qui désire des chemins de changement et de paix. Si le gouvernement choisit la confrontation violente comme réponse, il peut arriver, à une grande échelle, ce que nous avons déjà vu sur le Vedado¹: un groupe pacifique de jeunes aspergés de gaz lacrymogènes ; ou ce qui est arrivé dans le Parc de la Liberté, à Matanzas, dans la nuit de samedi : un petit groupe frappé par des membres de la Sécurité d'Etat. Peu importe d'empêcher pour quelques heures l'accès à Internet. Tout se connaît et se juge. Ma conscience ne me permet pas de me taire.

Le résultat

Les intellectuels qui ont alerté durant des mois le gouvernement sur la possibilité d'une explosion sociale à grande échelle furent traités de mercenaires. L'appareil du Parti et du gouvernement a ignoré négligemment les signaux d'alarme. Voilà le résultat de son attitude.

Le dimanche 11 juillet, des milliers de personnes ont manifesté dans de nombreuses villes et villages de l'île. A ceux qui demandaient des changements, de meilleures conditions de vie et des libertés politiques – comme c'est commun dans tout conflit de ces dimensions –, se sont joints aussi ceux qui prétendaient uniquement commettre des délits et vandaliser, mais ce fut l'exception, non la règle.

Miguel Diaz-Canel, président [de Cuba] et premier secrétaire [du Parti communiste], a réagi devant ces faits inédits dans l'histoire récente de Cuba par la convocation suivante : « L'ordre de combat est donné. Les révolutionnaires dans la rue ! ». Dans sa première allocution télévisée, il a reconnu que, parmi les manifestants, se trouvaient des personnes révolutionnaires et confuses. Dans sa seconde allocution, le 12 juillet, il assura que tous les manifestants étaient des contre-révolutionnaires et des mercenaires et ce qui s'était produit résultait d'un plan tracé à l'extérieur. Tel est le récit entretenu depuis. Pour lui, les milliers de manifestants ne font pas partie du peuple. Grande erreur.

Les forces de l'ordre – Ministère de l'Intérieur, Forces armées révolutionnaires (FAR), troupes spéciales, cadets des Académies militaires et réservistes – ont réprimé violemment. Quelques groupes de manifestants ont aussi été violents.

On sait qu'au moins une personne est morte et que d'autres ont été blessées, frappées et détenues. Une partie d'entre elles fut libérée le lendemain. Cela ne s'est pas produit dans d'autres cas, comme celui de Leonardo Romero, jeune étudiant de physique à l'Université de La Havane, qui fut emprisonné il y a deux mois pour avoir brandi une pancarte disant : « Socialisme oui, répression non ». Il passait près du Capitole avec un de ses élèves pré-universitaires. Le garçon tenta d'enregistrer l'énorme manifestation qui s'était rassemblée en ce lieu. Il fut agressé rageusement. C'était un adolescent et Leonardo le défendit. Tous deux furent arrêtés.

Il est impossible de savoir exactement ce qui est arrivé, parce que depuis trois heures du soir, ce même jour, le service d'Internet fut bloqué à Cuba. Nous sommes un peuple aveuglé, sans droit à l'information et sans possibilité de nous exprimer. Les journalistes officiels démontrent par leur attitude qu'ils sont de simples propagandistes du gouvernement. Que toute la honte de la profession s'abatte sur eux. Des déclarations justificatives et à l'occasion incohérentes ont marqué la tonalité du gouvernement. Le Bureau politique s'est réuni aujourd'hui en présence de Raúl Castro [ex-président de la République et ex-premier secrétaire du Parti communiste], mais rien n'a filtré de ce qui a été traité. Il semble qu'il n'existe pas de feuille de route tracée pour résoudre une situation interne comme cette explosion, présentée à l'opinion publique comme une grande conspiration internationale surgie à partir de l'étiquette **SOS Cuba**.

Les participants à cette réunion se sont limités à demander l'élimination du blocus nord-américain. Il n'y a pas d'autocritique admise sur des réformes retardées et des transgressions constitutionnelles, ni d'invitation au dialogue. Ils croient, ou veulent faire croire, que les incommodes pannes électriques des dernières semaines sont responsables du mécontentement citoyen, sans reconnaître les immenses dettes sociales accumulées et

datant de plusieurs décennies.

Bruno Rodríguez Parrilla, ministre des Affaires étrangères, a dit lors d'une conférence à la presse étrangère accréditée qu'à Cuba « personne n'a faim ». Cette affirmation est une autre évidence du niveau de déconnexion du gouvernement avec les gens ordinaires. Elle n'est comparable qu'avec la critique faite par Raúl, dans son « Rapport central » au 8^e congrès du Parti comme secrétaire général sortant, à la « certaine confusion » de certains cadres dirigeants s'en prenant à la « supposée inégalité » qu'a créé à Cuba la commercialisation dollarisée.

Le désespoir des gens les a lancés à l'explosion, aux protestations massives au milieu du pire moment de la pandémie dans l'île. On peut prévoir une croissance énorme des contagions, tant parmi les manifestants que parmi les forces de l'ordre et les groupes de réponse rapide convoqués dans les centres de travail pour montrer leur appui au gouvernement.

A tout cela, s'ajoute l'opportunisme politique de certaines voix dans l'exil, demandant une solution militaire pour Cuba. Ces gens doivent savoir que bafouer la souveraineté nationale avec la thèse d'une intervention humanitaire est totalement inacceptable pour une énorme majorité de ce peuple, y compris beaucoup de ceux qui manifestent aujourd'hui contre le gouvernement.

En s'adressant à la presse étrangère, Rodríguez Parrilla argumenta avec légèreté que ce n'était pas le pire moment vécu par Cuba. Certes, nous avons eu dans les années 1990 une crise terrible et une manifestation sur le Malecon² ; néanmoins, je rappelle qu'à cette étape nous avons un dirigeant avec une vision suffisante pour offrir des changements à court terme et un peuple espérant que, face à la chute du socialisme réel en Europe, le gouvernement aurait l'intelligence suffisante pour diriger une voie dégagée et continue de changements.

Aucune de ces choses n'existe aujourd'hui. Mais demander au gouvernement cubain de faire attention à ces signaux, c'est, nous l'avons déjà vu, labourer la mer³.

*

Alina Bárbara López Hernández est née à Matanzas, en 1965. Docteure en sciences philosophiques, elle étudie la pensée politique et culturelle des intellectuels républicains à Cuba, ainsi que les réseaux intellectuels latino-américains.

Elle travaille aux Editions Matanzas. Autrice des essais *Segundas lecturas. Intelectualidad, política y cultura en la república burguesa* et *El (des)conocido Juan Marinello. Estudio de su pensamiento político*. Titulaire entre autres du prix 2007 de la revue *Temas*, du Concours national d'essais Juan Marinello 2008 et du Prix Fondation de la ville de Matanzas 2013. Collaboratrice du site *La Joven Cuba*.

*

Traduction du castillan (Cuba) par Hans-Peter Renk

Source : *La Joven Cuba*, 15.7.2021 : <https://jovencuba.com/estallido-social/>

Notes de l'introduction

[1] 1/ Voir à propos des manifestations la déclaration du site web « Comunistas », également disponible en français dans notre dossier :

<https://www.comunistascuba.org/2021/07/acerca-de-las-protestas-en-cuba-del-11.html>

[2] Lire son témoignage ainsi que la demande de mise en place d'une commission de vérité sur le site de *La Joven Cuba* : <https://jovencuba.com/abusos-manifestantes>.

[3] Lire ici l'intéressante réflexion du militant étatsunien Dan La Botz sur « quelle devrait être la position des socialistes sur Cuba » :

<https://blogs.mediapart.fr/jean-marc-b/blog/160721/quelle-devrait-etre-la-position-des-socialistes-sur-cuba-aujourd-hui-dan-la-botz>

références

1. ↑ Vedado : quartier central de La Havane.
Sur la manifestation du 5 août 1994 (reprise en main par Fidel Castro), sur le bord de
2. ↑ mer de La Havane, le Malecon, cf. Manuel Vázquez Montalban, *Et Dieu est entré à La Havane*. Paris, Editions du Seuil, 2001, pp. 154-156.
3. ↑ « Labourer la mer », référence au bilan désabusé de son action, attribué à Bolivar sur son lit de mort.